



USS Union syndicale suisse

www.uss.ch

Session parlementaire de printemps

Commission d'enquête parlementaire dans la dernière ligne droite

Le président de l'USS, Paul Rechsteiner, a été le premier à demander - c'était le 7 décembre 2009 - la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire (CEP) afin de clarifier notamment ce qui s'était passé avec le sauvetage de l'UBS en plein marasme financier. À l'époque, cette demande s'était heurtée à de vives résistances, mais aujourd'hui....

Ewald Ackermann, rédacteur de l'USS/fq

« À ce jour, rien n'indique que l'on aurait tiré les leçons du quasi-effondrement du système financier, même pas sous forme d'ébauches. La direction de l'UBS vise les mêmes bénéfices, voire des bénéfices plus élevés encore (15 milliards), et un même rendement des capitaux propres (20 %) qu'avant la crise. Des buts qui ne pourront pas être réalisés sans nouveau recours à une stratégie commerciale des plus risquées. La pratique à risque des bonus, à laquelle l'autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA) a donné sa bénédiction, est maintenue sous une forme à peine modifiée. »

Tels furent les principaux arguments développés par Paul Rechsteiner pour demander la mise sur pied d'une CEP. Or, le 5 février, le bureau du Conseil national a décidé de proposer une CEP qui serait chargée d'enquêter sur la régulation du secteur financier et de clarifier la transmission par l'UBS de données aux États-Unis.

Début mars, le bureau du Conseil des États se prononcera aussi à ce sujet. De fait, une CEP est, de toute urgence, nécessaire. Il serait irresponsable que les politiques veuillent prendre acte par un simple haussement d'épaules de la pire crise économique jamais vécue depuis 70 ans, c'est-à-dire sans en tirer pour l'avenir les leçons qui s'imposent. Peu probable, un « niet » à la création d'une CEP serait, pour les politiques, synonyme d'autocensure face à un monde économique déconnecté des réalités.

uss-infos 3 / 10